

Trajectoires sociales, mobilité spatiale et accumulation paysanne en Amazonie brésilienne :

un exemple en Rondônia

Philippe LÉNA*

L'AVENIR DE LA PETITE PRODUCTION AGRICOLE EN AMAZONIE :
SCÉNARIOS ET INTERPRÉTATIONS

Expansion de la « frontière » ou intensification ?

L'espace amazonien représente aujourd'hui un enjeu majeur pour une série d'acteurs :

- l'État fédéral, qui souhaite renforcer sa légitimité et sa souveraineté en restructurant l'espace et la société par son intervention massive ;
- les États locaux, qui veulent attirer les investissements, obtenir une plus large part des richesses extraites sur leur sol et gagner un poids politique et économique plus significatif au sein de la Fédération ;
- les grandes entreprises publiques ou privées qui cherchent à exploiter les ressources minières ;
- les exploitants de bois ; les éleveurs ; les paysans sans terre et les petits agriculteurs immigrés ; les *garimpeiros* (1), et enfin les populations locales [Indiens, *caboclos* (2) et *seringueiros* (3)].

* Géographe Orstom. Museu Goeldi, Departamento de ciências humanas, CP 399, 66040 Belem (PA) Brésil.

(1) *Garimpeiros* : chercheurs d'or.

(2) *Caboclos* : terme utilisé pour désigner (parfois de façon péjorative) les populations rurales amazoniennes issues des différentes phases d'occupation et de peuplement qui ont laissé leur empreinte sur la région (Indiens détribalisés, métis, descendants des immigrants venus lors du « boom » du caoutchouc, etc.). Les *caboclos* vivent le long des fleuves et rivières, unique voie de circulation jusqu'aux années soixante.

(3) *Seringueiros* : collecteurs de caoutchouc qui pratiquent la saignée de l'hévéa afin de recueillir le latex.

La lutte pour le contrôle, l'appropriation et l'occupation de portions de cette immense région a entraîné une spatialisation des conflits sociaux. Le processus est décrit par certains auteurs en termes de « territorialisation » (BECKER, 1991), qu'il s'agisse de grandes entreprises (GONCALVES DE LIMA, 1991), des forces armées (MENEZES, 1991; SOUZA LIMA 1991), des populations indigènes (ALBERT, 1991; FAULHABER, 1991) ou des *posseiros* (4); chaque groupe développe ses stratégies en fonction de ses moyens et de ses objectifs. Le découpage de l'espace, la lutte pour la reconnaissance juridique du droit d'occupation et d'exploitation, peuvent recouvrir des stratégies aussi bien défensives (délimitation des réserves indiennes, création de réserves extractives, de parcs nationaux, de réserves de la biosphère, de forêts nationales, etc.) que conquérantes (concession de droits d'exploitation minière, occupation spontanée, mais néanmoins organi-

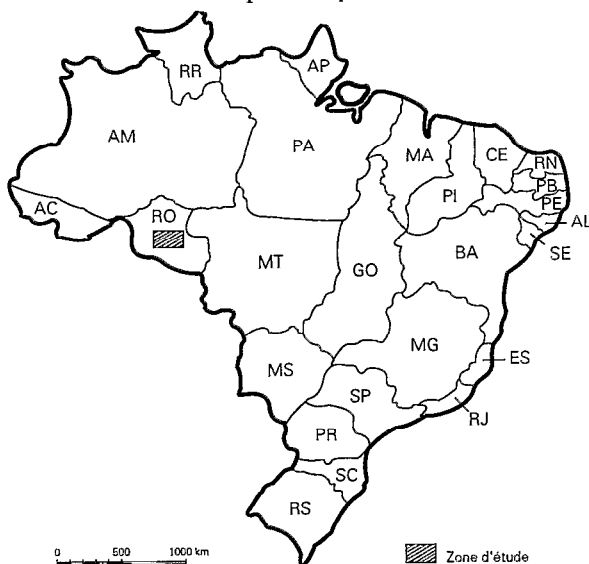


FIG. — 1. Localisation de la zone d'étude.

sée, de terres publiques ou privées par des petits paysans ou des garimpeiros, fabrication de faux titres de propriété, etc.). Le champ politique et les revendications sociales sont modelés par les conflits entre ces intérêts divergents. Le recours à la violence est fréquent, la loi est bafouée et la propriété privée n'est plus respectée.

Depuis 1988 (date de l'entrée de la problématique amazonienne sur

(4) *Posseiros* : personnes qui occupent une terre sans posséder de titre de propriété. Désigne le plus souvent les petits agriculteurs; néanmoins de nombreux éleveurs (*fazendeiros*) ont également recours à l'occupation spontanée et jouissent donc du même statut, ce qui tend à aggraver les conflits.

la scène médiatique mondiale avec l'assassinat du leader *seringueiro* Chico Mendes et avec la dénonciation des effets macroclimatiques des déboisements), les préoccupations écologiques nationales et internationales sont utilisées par certains groupes pour défendre des genres de vie locaux, refuser les violences de la « modernité » et proposer de nouvelles solutions, ou bien, au contraire, elles sont radicalement soupçonnées de véhiculer de nouvelles formes d'ingérence et de pressions qui pourraient mettre un frein à l'expansion économique de la région et du pays. Toute réflexion sur l'avenir de la petite agriculture amazonienne doit obligatoirement prendre en compte ce cadre complexe et extrêmement conflictuel, où chaque argument ou prise de position (y compris dans le domaine scientifique) reflète (ou est utilisé par) les stratégies sociospatiales et politiques des acteurs en présence, avec une intensité peu commune.

Le mauvais fonctionnement des institutions (en particulier de la justice) est probablement une des causes de la répercussion des conflits locaux sur la scène internationale, qui, de ce fait, est devenue aujourd'hui un relais indispensable au succès d'un mouvement social. L'importance de l'enjeu explique le contenu stratégique des différents discours, à la recherche d'alliances politiques et d'impacts médiatiques positifs. L'opinion publique internationale, la Banque mondiale, les organisations non gouvernementales, doivent, suivant les cas, être conquises et séduites, ou bien dénoncées par le recours au nationalisme populiste (conservateur ou « progressiste ») face aux « solutions exogènes ». Dans ce contexte, les discours idéologiques justificatifs et légitimants des différents acteurs ne sont plus évalués à l'aune du vrai et du faux mais plus que jamais en fonction de leur capacité de mobilisation, du pouvoir réel qu'ils représentent, de la pression qu'ils peuvent exercer et de leur aptitude à rendre certaines situations irréversibles. Ces discours font partie de la réalité amazonienne et contribuent largement à en façonner jusqu'aux traits les plus concrets.

Cependant, les caractéristiques de l'espace géographique et les potentialités ou les contraintes économiques du moment fondent un ordre de réalité qui, bien qu'en constante transformation, s'impose aux acteurs et doit peu à peu être intégré dans leurs discours, ne serait-ce que pour affiner leurs stratégies et les rendre plus efficaces. La reconnaissance récente, par le Conseil national des *seringueiros*, de l'impossibilité de compter sur l'extractivisme (collecte, cueillette et ramassage de produits naturels) pour fonder l'amélioration de leurs conditions de vie va dans ce sens (5). De même, de moins en moins de voix défendent le point de vue selon lequel la colonisation de

(5) Nous avons eu l'occasion de défendre ce point de vue à plusieurs reprises en 1989 et en 1990 lors de séminaires au Brésil et en France.

l'Amazonie par de petits agriculteurs répondrait à une nécessité économique. Aujourd'hui, en effet, le problème semble s'être inversé ; il s'agit de trouver au plus vite des activités économiques rentables à proposer aux colons afin d'éviter un désastre social et politique. La question est d'autant plus difficile à résoudre que les subventions étatiques se font rares en ces temps d'ajustement et de crise des finances publiques (6).

Le retour forcé à un certain réalisme oblige à s'interroger sur l'avenir de la petite agriculture en Amazonie. Cette question peut être abordée soit au niveau des grandes tendances évolutives de l'agriculture et de la société brésiliennes, soit selon une approche locale, qui chercherait à mettre en relief les dynamiques et les stratégies rencontrées chez les petits paysans concernés, afin d'évaluer leurs perspectives d'accumulation et de transformation. Le présent article s'inscrit dans cette seconde voie. Il est cependant nécessaire de situer brièvement les termes du débat sur les grandes tendances, de façon à poser le cadre général au sein duquel nous allons développer notre analyse.

En 1989 était rendue publique une étude réalisée par l'Association des entrepreneurs d'Amazonie (7) sur le futur de l'intégration économique régionale (MONTORO *et al.*, 1989). Son impact médiatique fut curieusement faible, alors même que les arguments avancés et les informations qui les fondaient ont retenu toute l'attention des spécialistes. Le scénario envisagé, apparemment réaliste, est tout entier destiné à justifier l'occupation de l'Amazonie, en particulier pour soutenir la nécessaire croissance de la production agricole. L'étude se base sur un taux de croissance de la population brésilienne passant de 2,4 % par an durant la période 1970-1980 à 1,7 % de

- (6) Même les tentatives de colonisation apparemment les mieux réussies sont en crise. C'est le cas de l'ancienne colonie japonaise de Tomé Açu, située à 240 km de Belém, spécialisée dans la production fruitière (fruit de la passion, *cupuaçu*, *acerola*, etc.) et traditionnellement donnée comme exemple d'occupation économique réussie. Les producteurs se plaignent de perdre 40 % du produit durant le transport à cause du mauvais état de la route, et les camionneurs de voir leurs coûts augmenter à cause de l'usure des pièces. Malgré une excellente localisation (proximité de Belém) et une intégration familiale du circuit production-transport-commercialisation, les intéressés se sentent menacés. Ils espèrent obtenir une aide du Japon pour l'ouverture et l'asphaltage d'une nouvelle route qui diminuerait la distance d'environ 90 km, ainsi que pour la création et l'amplification d'usines de production de jus en conserve. On imagine sans peine les difficultés des producteurs isolés, à 1000 km des villes, et qui ne possèdent ni l'expérience accumulée, ni les capitaux, ni les appuis des producteurs japonais.
- (7) Il n'est pas indifférent de savoir que cette association, dont le siège est à São Paulo, est essentiellement composée d'éleveurs des régions Sudeste et Sud, qui détiennent des intérêts en Amazonie (fermes d'élevage et entreprises d'exploitation de bois essentiellement).

1991 à 1995 et à 1,5 % de 1996 à 2000. La population brésilienne serait alors de 176 millions d'habitants, ce qui se situe tout à fait dans la fourchette communément admise (c'est même l'hypothèse basse, l'hypothèse moyenne étant de 180 millions) et, au vu des derniers sondages, elle a de bonnes chances d'être dans le vrai. Pariant sur une croissance du revenu (en particulier de la population la plus défavorisée), les auteurs en concluent que la production agricole doit augmenter en volume au-delà de la simple croissance de la population, et que la demande va souffrir de larges réorientations dans le sens d'une plus grande consommation de viande (*sic*) et de fruits et légumes. Ainsi, le taux de croissance de 13 produits de base sélectionnés par l'étude en question doit passer de 3,2 % par an durant les années quatre-vingt à 5,3 % durant les années quatre-vingt-dix. Si le rôle dévolu aux petits paysans dans la réalisation de ces objectifs n'est pas négligeable, force est de constater que la part du lion revient à l'élevage, dont la croissance doit passer de 3,4 % à 6,9 % par an. Or, cette croissance, selon les auteurs, ne peut être obtenue que par l'augmentation des superficies cultivées en Amazonie. C'est là ignorer les possibilités de l'intensification, y compris de l'élevage (traditionnellement extensif), dans les zones centrales. En effet, au Brésil, un actif rural nourrissait en moyenne 4,24 habitants en 1940, 5,71 en 1960, 7,12 en 1970 et 9,40 en 1980 (VERA et ALVES, 1985 : 159-67, cités par HOMMA, 1990). Ces résultats sont encore modestes, si on les compare avec ceux de certains pays en cours de modernisation, et ils laissent penser que des gains substantiels sont encore possibles sans grande difficulté (encore serait-il nécessaire de disposer de politiques qui apportent un réel soutien à la modernisation des petits agriculteurs). Ce qui semble plutôt être en jeu dans de tels discours est la captation des ressources fédérales destinées à l'agriculture et à l'élevage, ainsi que la réorientation des politiques publiques afin qu'elles permettent la valorisation des *latifundia* et la réussite d'opérations largement spéculatives, grâce à la création d'infrastructures (principalement routières) en Amazonie.

Il est bien entendu possible d'envisager la croissance de la production agricole selon d'autres modalités, à partir des mêmes exigences. MIRANDA (1987) estime également que l'agriculture devrait croître à un rythme d'environ 6 % par an (soit 2 % pour répondre à la croissance de la population, 2,5 % pour correspondre à une croissance de la demande provoquée par une augmentation de 5 % par an du revenu par habitant (8) et 1,5 % pour assurer le service de la dette

- (8) Cette prévision ne s'est pas réalisée, tant s'en faut ; après avoir connu une croissance de 8,3 % en 1985 et de 7,5 % en 1986, le produit intérieur brut brésilien, qui a considérablement chuté depuis, a même diminué de 4,0 % en 1990 (légèrement en deçà du record absolu de la décennie : — 4,4 % en 1981), ce qui correspond à une baisse du revenu par habitant d'environ 6 % si on tient compte de la croissance de la population.

grâce aux exportations). À la différence des auteurs cités plus haut, le chercheur en question affirme que ces gains doivent être obtenus essentiellement à partir de l'intensification de l'agriculture des régions centrales. La réforme agraire (et non la colonisation) prévue dans le cadre des programmes régionaux de réforme agraire élaborés en 1986, pourrait rapporter 1,5 % de croissance annuelle pendant dix ans, les progrès de l'irrigation dans le Nordeste (principalement le long du São Francisco) et le Centre-Ouest entre 1,5 et 2,5 %, et l'augmentation des rendements 1,5 à 2 %.

Convoyer des intrants sur de longues distances pour ramener des produits de faible valeur économique n'est plus viable pour l'économie nationale. L'aventure de la lointaine frontière amazonienne devrait être limitée par des actions menées dans les régions Centre-Sud et Nordeste au niveau des politiques agricoles (MIRANDA, 1987).

Selon cet auteur, l'éloignement, les difficultés d'accès et les caractéristiques écologiques de la région condamnent l'Amazonie à jouer un rôle mineur dans la croissance de la production agricole globale. Elle peut cependant connaître une certaine croissance pour des produits régionaux ou d'exportation qui jouiraient d'une rente de situation (en fait peu nombreux) (LÉNA, 1991-a) ou bien être tirée par la croissance et par le dynamisme urbain, dans la mesure où les politiques des États privilégieraient l'approvisionnement local. C'est là un scénario radicalement différent, plus proche du réalisme auquel nous faisons référence.

Sans pour autant condamner la petite agriculture amazonienne, d'autres auteurs en soulignent les limites. Ainsi, HOMMA (1990) estime qu'à moyen terme l'évolution des salaires au Brésil et dans la zone industrielle de Carajás tendra à éliminer l'agriculture non technifiée qui repose uniquement sur l'utilisation de main-d'œuvre (9). L'auteur

- (9) Bien que probable sur le long terme, cette prévision doit être nuancée. Étant donné que 50 % des salariés reçoivent un salaire équivalent ou inférieur à 80 dollars des États-Unis, et que beaucoup d'autres travaillent à temps partiel, l'attrait de la terre gratuite, qui permet d'obtenir le logement et la nourriture sans dépenses monétaires, et dont la valeur croissante peut être réalisée à tout moment, a de fortes chances de rester fort. Qu'il suffise de rappeler qu'il n'est pas rare actuellement de voir se présenter 17000 candidats à un concours de recrutement offrant 40 postes de travail à 300 francs par mois (comme ce fut le cas pour les services du courrier de l'État de Pernambuco). En outre, l'Inkra affirme que la création d'un emploi en Amazonie (rémunéré au *salaire minimum*, équivalent du smig ou du smic français, soit environ 300 francs actuellement), coûte 1200 dollars des États-Unis alors que le même emploi dans le Nordeste revient à 2500 dollars des États-Unis. La modernisation d'un secteur paysan plus intégré au marché ne modifierait pas sensiblement la pression exercée sur la forêt par ceux qui resteront en marge du processus. Il faudrait que les salaires des professions non qualifiées augmentent dans de larges proportions (incompatibles avec

soutient par ailleurs que les pressions internationales en vue de préserver la forêt vont contribuer à « fermer » l'espace et vont entraîner une hausse du prix de la terre qui exigera l'utilisation de technologies plus productives. L'avenir de l'agriculture amazonienne serait donc du côté des techniques intensives en capital utilisant peu d'espace à l'inverse de la dynamique actuelle. Il y a peut-être là une confusion entre le possible et le souhaitable, le court et le long termes. En effet, ce scénario régional n'a de chances de s'imposer que s'il est accompagné d'une profonde transformation de l'économie et de la société brésilienne. Il serait également aventureux de supposer acquise la nécessaire coopération (ou le régime policier) qui permettrait de faire respecter les zones protégées. Ce serait négliger le poids politique des États régionaux et le vaste champ offert à la démagogie des dirigeants et des partis par l'interdiction de grandes portions du territoire amazonien (10). Quoi qu'il en soit, l'évolution décrite par l'auteur correspond assurément à une des tendances dont on doit tenir compte, car elle représente une contrainte qui pèsera sur le futur de la petite agriculture amazonienne.

Cela nous amène à examiner brièvement les différentes problématique qui servent de cadre à l'analyse du processus de différenciation du paysannat.

La petite production familiale et la situation de frontière

Devant le triple mouvement de concentration foncière, de pénétration du capital dans l'agriculture et d'exode rural, qui a eu lieu à la fin des années soixante et au début des années soixante-dix, la thèse qui s'est imposée avec le plus de force est celle de l'éclatement de la paysannerie, qui devait aboutir à ne laisser en présence dans les zones rurales que des capitalistes et des prolétaires. Cependant, devant l'évidence de la persistance de la petite production familiale

la situation économique actuelle) pour enrayer le mouvement d'expansion de la frontière (un salaire de 400 dollars des États-Unis pourrait jouer ce rôle, selon nos estimations). De même, s'il est vrai qu'un progrès régulier de l'irrigation dans les autres régions (HOMMA, 1990) suffirait, d'un point de vue purement agricole, pour rendre inutile la destruction de la forêt amazonienne, il en va tout autrement si l'on considère la dimension sociale des défrichements.

- (10) La réunion des gouverneurs des États de l'Amazonie légale à Manaus en juillet 1991, à la demande du gouverneur de l'Amazonas (connu pour ses positions anti-écologiques radicales, et en faveur d'un développement à tout prix) était destinée à revendiquer le contrôle total des réserves indigènes, des parcs nationaux ou des autres réserves, dans le dessein évident de permettre l'exploitation des ressources minières dans les zones indigènes et de favoriser la colonisation agricole. Le fait que cinq gouverneurs (sur les neuf invités) ne s'y soient pas rendus est sans doute davantage l'expression de divergences au niveau de la politique partisane que de désaccords de principe.

(disposant ou non d'un petit capital) (11) et sa coexistence avec les entreprises capitalistes (traditionnelles ou modernisées), les théoriciens ont été contraints de réévaluer leurs hypothèses. Ils ont alors avancé la thèse de la fonctionnalité de la petite production familiale au regard de l'accumulation capitaliste industrielle (fourniture d'excédents à bas prix pour les zones urbaines) alliée, dans certains cas, à la thèse de la « résistance du petit paysan à l'expulsion » et toutes deux largement inspirées par le modèle anglais d'accumulation primitive décrit par Marx (MARTINS, 1975; FOWERAKER, 1982). Ce type d'interprétation est encore dominant, principalement pour l'étude des zones d'occupation récente comme l'Amazonie, malgré les critiques qui lui ont été adressées. Il est facile, en effet, de montrer que le riz acheté par le travailleur urbain est payé au même prix quelle qu'en soit l'origine (LOVISOLO, 1984), ce qui représente un argument sérieux contre la théorie de la fonctionnalité. Des études plus poussées ont révélé en outre que le riz produit par les petits paysans en Amazonie tendrait plutôt à exercer une pression à la hausse sur les prix et que le capital commercial usuraire (le seul à réaliser une véritable accumulation), qui s'approprie en effet une partie de la valeur produite, est loin d'être monolithique et concentré (COSTA, 1991).

L'omniprésence des conflits de terre et l'intensité de la concentration foncière en Amazonie ont renforcé les théories qui interprètent la situation des petits paysans de la région en termes d'expulsion et de résistance à l'expulsion (HÉBETTE et ACEVEDO, 1979; IANNI, 1979; MARTINS, 1980; SILVA, 1982; etc.). La violence, directe ou économique, et les mauvaises conditions offertes aux paysans seraient responsables de leur grande instabilité, qui se traduit par un nombre élevé d'étapes migratoires de durée variable, phénomène maintes fois souligné par de nombreux auteurs (BECKER, 1982; FOWERAKER, 1982; MOUGEOT et ARAGON, 1983; MOUGEOT, 1985 : 51-90; etc.). Même les zones de colonisation ancienne (Paraná, Mato Grosso), dont la réussite n'était guère douteuse, « expulsent » leur population rurale en moins d'une génération (MARTINE, 1980 : 80-94). Cependant, il nous semble que sont souvent confondus au sein d'une même interprétation des phénomènes de nature différente. Le simple fait que cette instabilité soit observée également au sein des projets intégrés de colonisation, normalement destinés à y mettre un terme et où le foncier est garanti, montre que l'explication ne peut être trouvée du côté de la violence directe (ce qui ne veut pas dire que dans les zones d'occupation

(11) Dans le Sud et dans le Sud-Est du pays, le processus de différenciation sociale, dû à une intégration croissante au marché, a conduit à la promotion et à la modernisation d'un nombre significatif de petites exploitations, qui sont parvenues à augmenter leur productivité et leur revenu net sans recourir à l'emploi de main-d'œuvre.

spontanée celle-ci ne puisse jouer un rôle majeur, nous cherchons seulement à dégager des tendances plus générales et, peut-être, plus fondamentales) (12).

Restent les conditions sociales et économiques. L'interprétation est alors élaborée en termes d'échec, soit en rejetant la faute sur le modèle de colonisation (WOOD et SCHMINK, 1979 : 77-93) ou sur le système économique dans son ensemble, soit en accordant une part de responsabilité aux colons eux-mêmes (MORAN, 1981). Les fonctionnaires des organismes d'État responsables des programmes de colonisation et d'assistance aux petits colons expliquent en général les échecs des « tentatives de fixation de l'homme à la terre » en termes culturels ou moraux et les paysans sont parfois appelés par eux « occupants (*posseiros*) professionnels » (WAGNER, 1986 : 7-36). Des distinctions sont établies, explicitement ou non, entre les « bons colons » (en général les gauchos ou les « gens du sud ») et les autres (en particulier les nordestins). Certes, le manque de formation et de préparation d'une grande partie des colons est un fait reconnu depuis longtemps (MORAN, 1981) et qui intervient certainement dans la

- (12) Il est intéressant de constater que si la violence persiste, elle a quelque peu changé de nature depuis quelques années. Le schéma classique — des agriculteurs en place depuis quelques années opposés à un propriétaire foncier qui les menaçait d'expulsion sur la foi d'un titre de propriété (vrai ou faux) et de l'antériorité de l'appropriation sur l'occupation — est loin d'être aujourd'hui le cas le plus répandu. Il s'agit désormais d'une ample stratégie d'occupation des terres, qui trouve ses références politiques auprès des militants engagés dans la lutte pour la réforme agraire. Ce n'est plus un titre de propriété particulier qui est mis en question, mais bien la légitimité du latifundium (ou de la terre non productive « congelée » sous une forme ou sous une autre), voire de toute propriété privée qui ne remplirait pas sa « fonction sociale » (autrement dit : qui serait sous-utilisée, d'un point de vue exclusivement agricole, tant pour ce qui est de l'usage du sol que de la création d'emplois par unité de surface). Ainsi, les *posseiros* sont progressivement passés de l'invasion des propriétés au titre douteux à l'invasion de terres légitimement appropriées et exploitées (moitié en pâturages, moitié pour le bois, par exemple), mais rendues attractives par leur proximité et par leur accessibilité. Les *posseiros* sont prêts à défendre leur conquête les armes à la main, non seulement contre les *pistoleiros* mais aussi contre la police. Les terres indiennes sont aussi fréquemment envahies. Parfois le préfet local peut encourager le fait de façon à accroître les dimensions de sa préfecture aux dépens des terres de l'Union (cas de la réserve Arara, à l'ouest d'Altamira, sur la Transamazonnienne) et à augmenter ainsi le nombre de ses administrés tout en gagnant l'appui populaire. Autre fait récent, les *posseiros* qui réalisent des invasions ne sont pas tous des sans-terre ; certains veulent accumuler ou chercher une meilleure localisation ; d'autres sont mandatés par des commerçants ou par des exploitants de bois. Tous ces traits rapprochent décidément chaque fois davantage les invasions de type rural des invasions de terrains urbains, qui se multiplient depuis deux ans dans les grandes villes brésiliennes. Les terres privées ou publiques qui ne présentent pas de signe d'occupation sont envahies par des groupes organisés qui édifient des maisons en bois en vingt-quatre heures. Ces invasions, urbaines et rurales, sont bien entendu à mettre en relation avec l'aggravation de la situation économique des couches populaires, mais stigmatisent également l'échec des programmes sociaux et le recul de l'État de droit.

différenciation économique. Mais il semble si étroitement associé à quantité d'autres facteurs (LÉNA, 1986 : 319-344) que toute interprétation en termes de déterminisme simple, en particulier de type culturel et ethnique, est pour le moins simplificatrice. De leur côté, les membres de l'Église populaire, de la Commission pastorale de la terre et les militants, conscients qu'il y a là autre chose qu'un simple échec économique, sont souvent déçus par cette instabilité (accompagnée de revente de la terre), qui contredit leur vision homogénéisante, communautaire et messianique du monde paysan.

Plutôt que de considérer les paysans comme un objet global, aux comportements homogènes (voir, par exemple, les références aux « stratégies de reproduction du paysannat ») et inexorablement soumis à des forces extérieures, il paraît plus fructueux de raisonner en termes de stratégies, d'histoires de vie et de trajectoires sociales, concepts qui permettent de réintroduire la diversité des démarches individuelles tout en recherchant les ressemblances. En effet, nos recherches réalisées dans les zones de colonisation publique, privée et spontanée, ne confirment pas la prédominance des trajectoires sociales descendantes affirmée par certains chercheurs. Le tableau est beaucoup plus complexe et offre au regard un vaste processus de différenciation économique et sociale qui peut revêtir des formes variées.

Il est important de connaître les formes d'accumulation et de différenciation internes propres au « paysannat de frontière » si on veut être en mesure de prévoir son évolution ou, plus modestement, d'élaborer des scénarios qui présentent quelque validité. En partant du principe qu'il n'y a pas de paysan sans marché et que, quelle que soit l'importance de l'auto-approvisionnement, la part de la production commercialisée représente toujours un enjeu fondamental, qui commande et qui organise les stratégies familiales, nous avons cherché à mettre en évidence les formes et les rythmes différentiels de constitution d'une épargne, au-delà de la consommation immédiate, ainsi que ses modalités spécifiques d'utilisation en situation de frontière. L'expérience nous a cependant montré les limites de l'enquête synchronique pour appréhender une situation dynamique, instable, où les ruptures et les retours en arrière sont fréquents. Seul le temps permet de dégager de grandes tendances. Nous avons donc choisi d'effectuer une nouvelle enquête auprès d'un échantillon de 100 familles de colons du projet intégré de colonisation Ouro Preto (État de Rondônia) que nous avons déjà étudiées sept ans auparavant. Notre objectif était de trouver des réponses à des questions encore très controversées telles que :

— existe-t-il une accumulation ou une amélioration des conditions de vie des colons au cours du temps ? (et, dans l'affirmative, quelles en sont les modalités, quelle est la proportion d'agriculteurs concernés ?) ;

- le départ, la vente de la terre, représentent-ils toujours un échec ? (ce qui peut être considéré comme un échec du point de vue des objectifs du projet ou des attentes des agents sociaux qui travaillent avec les paysans, ne l'est pas forcément au niveau individuel) ;
- enfin, d'une façon ou d'une autre, les projets sont-ils un instrument de promotion sociale ou bien ne servent-ils qu'à attirer en Amazonie des migrants dont le destin est la prolétarianisation à moyen terme, comme on l'entend souvent affirmer ?

OURO-PRETO EN 1980 : UNE DIFFÉRENCIATION ÉCONOMIQUE DÉJÀ ACCENTUÉE

Les 100 familles qui composaient l'échantillon de 1980 avaient été sélectionnées de façon à inclure des zones où l'installation avait été totalement planifiée et d'autres où les colons avaient démarqué eux-mêmes leurs lots, pénétrant de plusieurs kilomètres dans la forêt au-delà du point atteint par les pistes, selon un processus habituel d'occupation spontanée qui mise sur l'extension future du réseau routier. Pour certains, la situation était en cours de régularisation et l'Institut national de colonisation et réforme agraire (Incra) considérait alors la zone qu'ils occupaient comme intégrée au projet ; pour d'autres le statut de posseiros devait prévaloir longtemps encore, malgré l'ouverture de pistes précaires. Quelques-uns parmi les plus récents avaient effectué leur *posse* (appropriation spontanée d'une terre) dans des zones revendiquées par des *seringalistas* (titulaires de droits d'exploitation du caoutchouc naturel) ou par des fazendeiros ; dans ce cas, l'Incra ne pouvait même pas délivrer une autorisation temporaire d'occupation (LO) sans décision de justice. Une telle situation empêchait les colons de bénéficier de l'assistance des pouvoirs publics et des prêts bancaires. Bien qu'une enquête ait été réalisée auprès de ces posseiros, ils ne furent pas inclus dans l'échantillon car, arrivés trop récemment (en général moins d'un an), ils n'avaient pas encore développé suffisamment leurs activités pour que leurs résultats soient significatifs. Les familles ont été choisies dans différentes zones du projet de façon à exprimer des situations différenciées, tant du point de vue de l'accessibilité (proximité ou éloignement du centre urbain, qualité des pistes) que de la nature des sols et du relief. À ce propos, il est important de noter que le projet est loin de présenter une prédominance de *terra roxa*, comme les propagandes initiales le laissaient entendre, qui soulignaient la vocation cacaoyère de la région. Il est vrai que le projet n'a cessé d'être agrandi pour faire face à la demande croissante de terre, et cela aux dépens de sols très inégaux.

En 1980, les colons étaient déjà différenciés : 74 avaient reçu leur lot directement de l'Incra (ou espéraient le recevoir par la régularisation) et 26 avaient acheté la terre à un colon originel. Nous avons cherché à les regrouper en fonction de leur mode d'acquisition du lot et du capital dont ils disposaient avant leur arrivée dans le projet.

4 familles de colons avaient possédé de la terre à un moment de leur carrière mais elles l'avaient perdue pour cause de disputes familiales ou d'endettement. En revanche, 46 familles possédaient de la terre et/ou du bétail lors de leur arrivée en Rondônia, soit qu'il s'agisse d'un héritage, d'une accumulation réalisée dans leur région d'origine (essentiellement dans le Minas Gerais ou dans l'Espirito Santo) ou bien d'un capital constitué durant leur parcours migratoire (en particulier dans le Paraná ou dans le Mato Grosso). La moitié de l'échantillon avait donc possédé de la terre ou du bétail avant l'arrivée en Rondônia, ce qui confirme l'appartenance de nombreux migrants à une couche de petits paysans propriétaires. Cela n'est pas un cas général. Dans les zones d'occupation spontanée du sud de l'État du Pará, par exemple, cette proportion est beaucoup plus faible (bien que le rachat des terres aux premiers occupants par des colons qui disposent d'un petit capital tende, là aussi, à la faire augmenter) ; la majorité des immigrants appartiennent à la catégorie des ouvriers agricoles et des *meeiros* (paysans qui travaillent sur les terres d'un propriétaire en échange d'une part de la récolte).

De ces 46 familles, seulement 18 (que nous appellerons « groupe I » par commodité) ont utilisé totalité ou partie de leur capital afin d'acheter de la terre (ou plus exactement un droit d'occupation, en principe non reconnu officiellement, du moins au début, et cédé par un colon en échange d'une compensation financière censée correspondre aux travaux effectués sur la propriété). 28 d'entre elles (groupe III) ont reçu un lot ou effectué une posse sans transaction monétaire. Soit elles ont consacré leur capital à la mise en route de leur nouvelle propriété (en engageant de la main-d'œuvre ou en achetant du bétail), soit, s'il s'agissait exclusivement de bétail, elles ont pu l'acheminer en partie sur le lot ou le laisser temporairement entre les mains d'un membre de la famille avant de tenter l'aventure du Rondônia (cas le plus rare).

8 familles (groupe II) ont réussi à acheter un lot sans avoir jamais possédé de terre ou de bétail. Il s'agit de *meeiros* qui travaillaient sur des plantations de café dans l'Espirito Santo et qui ont pu épargner les revenus d'une excellente récolte.

Enfin, les 46 familles restantes (groupe IV) n'ont jamais eu ni terre ni bétail et elles ont obtenu leur lot grâce à l'État ou grâce à une occupation spontanée.

En moyenne, les familles qui ont acheté leur lot sont arrivées il y a moins longtemps que celles qui l'ont reçu de l'Inkra (3,5 ans pour le groupe I contre 7,3 ans pour le groupe IV). Cela est la conséquence de l'interdiction de revendre la terre, globalement respectée durant les cinq premières années du projet. En outre, la pression foncière et la valorisation du sol étaient encore modestes et n'encourageaient pas les ventes. Quoi qu'il en soit, le nombre significatif des rachats de terre est l'indice que la dynamique de rachat/substitution, qui conduisait à un changement de profil socio-économique des colons, était déjà en cours dès la fin des années soixante-dix.

Du fait de la difficulté d'obtenir des informations fiables sur les revenus et les dépenses monétaires, nous nous sommes limité à évaluer le niveau d'accumulation uniquement à partir des éléments visibles. Ainsi, nous avons considéré comme capital productif les plantations de cultures pérennes (café, cacao, etc.), le pâturage (qui peut être loué) et le bétail. Il s'agit là d'éléments susceptibles d'élargir la base de production. Les bâtiments spécialisés, outils mécaniques, tracteurs, n'étaient pas présents au sein de l'échantillon, et encore fort rares dans la région, tout comme les véhicules utilitaires. Naturellement, une partie du revenu net disponible (ou excédent) est transformé en consommation immédiate (une bonne part est absorbée par les soins médicaux et par les hospitalisations). On pouvait en effet remarquer des différences entre les familles pour ce qui est de la qualité de l'habitat, de l'existence ou non de bicyclettes et de radio, de la quantité et de la qualité des meubles et des ustensiles de ménage, de l'habillement, etc. Mais, d'une part, ces différences étaient relativement modestes et, d'autre part, il était difficile d'estimer la valeur des objets (parfois obtenus sous forme de troc ou en échange de services), ou bien de savoir s'ils étaient arrivés avec le déménagement ou s'ils avaient été acquis depuis. Les informations étaient trop parcellaires pour évaluer sérieusement les niveaux de vie, d'autant que de nombreuses dépenses ou rentrées d'argent (aide donnée ou reçue de membres de la famille qui ne résidaient pas sur le lot, notamment) nous étaient difficilement accessibles. Comme notre objectif était de dresser un bilan du dynamisme économique des colons depuis leur arrivée, en fonction de leur situation de départ, nous n'avons pris en compte que les éléments qui intervenaient dans le processus productif. Nous y avons d'ailleurs été encouragé par les colons eux-mêmes qui déclaraient restreindre leurs dépenses courantes afin de consacrer toutes leurs ressources au développement de leur exploitation et atteindre ainsi le plus rapidement possible un niveau de production susceptible de leur assurer une certaine sécurité.

Selon les cas, l'inégalité de départ (due au processus de différenciation vécu lors des étapes migratoires antérieures, d'une part, et en partie liée, également, à l'âge du chef de famille, d'autre part) est renforcée

ou diminuée par les conditions dans lesquelles va se trouver le colon lors de l'installation. Parmi les facteurs décisifs qui déterminent les règles de la nouvelle différenciation, on notera principalement : l'inégalité des lots du point de vue de la qualité des sols et de l'accessibilité (qui entraîne éventuellement de graves difficultés de commercialisation, une quasi-absence d'assistance technique et d'accès au crédit rural); le nombre d'actifs familiaux disponibles, facteur d'autant plus important que la totalité des travaux est effectuée manuellement; enfin, des éléments plus difficiles à cerner qui relèvent de l'expérience de vie et qui expriment le degré d'intégration du producteur à la logique du marché (LÉNA, 1986 : 319-344).

Il n'est donc pas étonnant de ne trouver, à ce stade, qu'une faible différence entre les rythmes de création de capital productif, qu'il s'agisse de colons en possession d'un capital significatif ou de ceux qui en sont dépourvus. De plus, cette « capitalisation » ne doit pas faire illusion : la dimension des terres vendues afin d'acheter un lot en Rondônia varie entre 3 et 50 ha, avec une majorité de petites surfaces. Quant au bétail, le cheptel vendu ou apporté représente de 1 à 35 têtes. Dans bien des cas, les frais de déménagement, le solde d'une dette, l'achat de la terre et de vivres durant six mois, ne laissent guère de quoi rémunérer la main-d'œuvre ou acheter du bétail.

Plus la valeur du capital vendu pour acheter une terre en Rondônia est faible, moins le lot acheté comportera d'investissements réalisés par l'ancien propriétaire (plantations ou pâturages), et/ou plus il sera éloigné ou de mauvaise qualité. Seuls les mieux dotés en capital peuvent se permettre d'acheter un lot qui porte quelques hectares de plantation.

Il vaut la peine de noter que le cacao est peu diffusé à l'époque (le nombre de propriétés qui en possèdent varie de 12 % chez les colons du groupe II à 44 % pour ceux du groupe IV), alors que le café est bien réparti (78 à 87 %). Beaucoup ont travaillé sur des plantations de café dans le passé et c'est pour eux une plante familière. Mais le fait le plus marquant est la remarquable extension des pâturages (de 83 % pour le groupe I à 100 % pour le groupe III). Le bétail représente pour les colons la forme d'accumulation la plus pratique; contrairement aux cultures annuelles, dont la commercialisation est soumise à un certain nombre de contraintes (dates de récolte impératives, difficultés de stockage, etc.) qui obligent à vendre rapidement, au moment où l'offre est au plus haut et les prix au plus bas, le bétail jouit d'une grande autonomie par rapport aux circuits commerciaux. L'absence de dates contraignantes et la facilité de stockage contribuent à la stabilisation de son prix face à l'inflation et aux variations saisonnières. En cas de maladie grave, la vente de tout ou partie du bétail permet de ne pas se défaire du foncier (il

en va bien sûr de même pour tout achat, qu'il s'agisse de terre ou d'un véhicule). Les colons voient une complémentarité entre la plantation et l'élevage, la première doit fournir l'essentiel des ressources qui permettent de développer le second. Néanmoins, les quatre ou cinq premières années représentent un risque, le colon sans épargne ne peut compter que sur la vente de produits vivriers et du petit élevage pour vivre et pour tenter de constituer un début de cheptel bovin. Il ne dispose d'aucune marge de sécurité face aux imprévus. Certains sortent rapidement de cette « zone de fragilité », alors que pour d'autres un rythme d'accumulation très lent allonge considérablement la période critique. C'est durant cette phase (courte ou longue) que l'on enregistre le plus grand nombre d'échecs (endettement suivi de la vente de la terre) ainsi que les plus graves problèmes nutritionnels et de morbidité en général.

Il était donc important de connaître les rythmes de croissance du capital productif ainsi que la proportion de colons que l'on peut considérer comme « fragiles ».

Les rythmes ont été calculés en attribuant un nombre de points par hectare de chaque type de produit (cultures commerciales et bétail) en fonction de sa valeur potentielle (valeur moyenne de la production à l'hectare ou valeur marchande d'une tête de bétail). Le total de points obtenu par chaque famille a ensuite été divisé par le nombre d'années écoulées depuis son arrivée afin d'obtenir des rythmes annuels. Ces derniers ont été distribués selon 4 catégories (lent ou nul, faible, moyen, rapide) qui représentent chacune de 21 à 28 % de l'échantillon.

Le principal résultat de ce mode de classement fut de rendre insignifiante l'influence de l'État d'origine sur les performances et de relativiser dans une mesure appréciable le rôle du niveau de capitalisation atteint avant l'arrivée en Rondônia. Certes, le groupe IV tend à être sur-représenté dans la catégorie « lente » et sous-représenté dans la catégorie « rapide »; à l'inverse, et comme il fallait s'y attendre, le groupe III est mieux représenté dans les catégories supérieures et moins représenté dans les autres. Néanmoins, la relative homogénéité de la distribution des colons révèle que d'autres facteurs peuvent être plus déterminants. C'est le cas, notamment, de la force de travail familiale et de la main-d'œuvre permanente. Ainsi, le nombre moyen d'actifs de sexe masculin âgés de plus de quatorze ans passe de 1,78 par famille pour la catégorie « lente », à 3,61 pour la catégorie « rapide ».

En outre, parmi les 23 familles qui ont des *agregados* (familles ou individus qui résident sur le lot d'un colon et, en échange, travaillent pour lui sous différentes formes de contrat, ce sont souvent des

meeiros) sur leur lot, 19 se trouvent dans les deux catégories les plus performantes.

La présence de ressortissants du groupe IV en nombre significatif parmi les colons qui obtiennent de bons résultats montre que l'accumulation, bien que difficile, reste néanmoins possible même pour les plus démunis. Les histoires de vie nous ont montré que les colons arrivés en Rondônia avec un petit capital l'avaient eux-mêmes construit laborieusement au cours de leurs précédentes étapes. Il est donc important de considérer les différences observées comme des moments d'une histoire familiale et d'un processus d'accumulation (qui se déroule selon des rythmes différents pour chacun), dont les phases successives se déploient dans l'espace. Certes, il y a de nombreux échecs (en zone rurale, nous n'appréhendons que ceux qui persistent dans la voie agricole) et de longues phases de stagnation, voire des retours en arrière ; mais les exemples de relative réussite permettent de comprendre le maintien de l'espoir chez les migrants.

Chez certains colons arrivés sans aucune épargne, le financement réussi de quelques hectares de café ou de cacao a été un facteur décisif pour amorcer le cycle de l'accumulation : emploi de meeiros, défrichements plus importants, pâturages, etc. Pour d'autres, ce furent le travail familial (avec vente de quantités importantes de produits vivriers), ou la commercialisation du bois, l'exploitation de l'hévéa naturel ou le travail temporaire sur d'autres lots. Ces deux dernières activités, prises isolément, ne permettent pas, en général, d'entamer un processus de croissance. Elles peuvent cependant aider la famille à attendre l'entrée en production d'une plantation et contribuer à sa subsistance. Beaucoup de colons ont recours à une combinaison d'activités (elles-mêmes fonction de leur passé, de leur savoir-faire et des caractéristiques du lot). Outre les activités déjà citées, il faudrait inclure la chasse, la vente de poules et de porcs, le travail salarié à la ville de l'un des enfants, etc.

Nous réservons une place spéciale au petit commerce : en effet, il s'agit là d'une activité perçue par les colons comme une promotion sociale et une voie d'accumulation plus facile. Si beaucoup de commerçants exercent cette fonction depuis longtemps et cherchent à acheter des lots pour y pratiquer l'élevage, nombre d'entre eux sont issus du groupe des colons.

Le commerce est une clef très importante pour comprendre les rapports de force dans les zones pionnières. L'isolement dû à l'éloignement et au mauvais état des pistes, l'absence de moyens de transport, rendent les colons extrêmement dépendants des commerçants. Le premier maillon de la chaîne est en général un colon-commerçant situé à l'extrémité d'une piste, mais qui ne possède pas non plus de moyen de transport. Il achète le riz, les haricots ou la

farine de manioc acheminés à dos d'homme par les colons éloignés. La récolte est en réalité souvent achetée sur pied, le commerçant fait une avance en nature (pétrole pour les lampes, huile, sel, cartouches, etc.) dont il soustraira la valeur lors de la livraison de la récolte, au taux le plus avantageux pour lui. Des commerçants munis de moyens de transport et résidents de la petite ville la plus proche viennent acheter la production entreposée chez les colons-commerçants. Dans ces conditions, le prix offert au producteur est en général très bas. Mais, en contrepartie, le colon qui dispose seulement de revenus monétaires irréguliers peut obtenir à tout moment les biens dont il a besoin. Cela explique pour une part la surprenante capacité de résistance de cette forme de commerce, proche de l'économie de traite, face aux tentatives d'organisation de type coopératif. Les bas prix pratiqués rendent compte des faibles capacités d'accumulation des colons tout comme du succès de l'élevage, lequel permet au paysan de sortir du système qui l'exploite et lui assure une plus grande sécurité.

Nous avons peut-être là une des clefs du sous-développement amazonien et, en particulier, des échecs rencontrés par les tentatives de développement de l'agriculture. Les producteurs n'ont jamais pu entrer en relation avec un marché libre et anonyme; ils étaient contraints par les conditions géographiques (éloignement) et démographiques, d'effectuer leurs échanges avec ceux qui monopolisaient les moyens de transport et qui pratiquaient un prélèvement draconien sur le revenu paysan en l'absence de véritable concurrence (des accords entre commerçants permettaient souvent de maintenir une clientèle captive).

OURO PRETO SEPT ANS PLUS TARD : LA SUPRÉMATIE DE L'ÉLEVAGE

En juin 1987, 35 lots avaient encore changé de propriétaire, ce qui représente alors un total de 61% depuis l'ouverture du projet. Il y a donc eu une légère accélération du rythme des départs. De plus, les ventes de terre ont changé en termes qualitatifs : la plupart des lots vendus avant 1980 ne portaient que peu ou pas de cultures permanentes ou de pâturages de bonne qualité; entre 1980 et 1987, si la plupart des lots vendus ont encore un faible niveau de mise en valeur, ils sont cependant plus nombreux à présenter une occupation permanente du sol qui soit significative. En outre, même ceux qui ont été peu transformés ont acquis une valeur supérieure par simple valorisation de la terre, indépendamment du travail investi.

Les ventes de terre

Parmi les causes de vente de la terre, l'endettement représente encore la majorité des cas, qu'il s'agisse de l'impossibilité de rembourser un crédit bancaire de type agricole ou bien une dette contractée lors d'une maladie. La deuxième cause (presque à égalité avec la première) est le désir de réaliser le capital foncier afin de prendre un nouveau départ.

Que ce soit dans les projets de colonisation dirigés ou en zone d'occupation spontanée, nos recherches nous avaient déjà montré qu'un nombre significatif de colons déclaraient avoir vendu un premier lot afin d'en racheter un autre moins valorisé et d'utiliser la différence de prix pour élargir leur base de production. Il s'agit en général de petits investissements tels que l'achat d'une scie à moteur, l'achat de quelques têtes de bétail ou l'emploi de main-d'œuvre afin d'effectuer de plus grands défrichements et de planter quelques hectares de cacao ou d'aménager des pâturages; parfois, cependant, l'opération est suffisamment lucrative pour autoriser l'achat d'un camion, destiné au commerce du bois, ou l'acquisition d'un commerce en ville. Méfiants vis-à-vis des prêts bancaires, et conscients de ne pas être en conditions d'investir suffisamment pour améliorer leurs revenus, les colons optent pour la réalisation de leur capital foncier. Cette stratégie se trouve ainsi confirmée au sein de notre échantillon.

Même les colons qui ont vendu pour cause d'endettement tentent de mettre à profit la différence de valeur entre le lot vendu et le lot acheté (ou occupé) pour obtenir une somme d'argent supérieure au montant de leur dette et repartir ainsi sur de meilleures bases. La dette est alors un déclencheur, un facteur aggravant, qui fait soudainement basculer une situation déjà considérée comme peu satisfaisante. Cela explique que la quasi-totalité de ceux qui ont vendu (et pour lesquels il a été possible d'obtenir des informations) aient racheté de la terre en Rondônia. Quelques-uns ont occupé une terre vacante, d'autres ont acheté hors de l'État. Quoi qu'il en soit, on constate une nette permanence de la trajectoire paysanne et une faible représentation des trajectoires sociales descendantes (retour au statut d'ouvrier agricole ou de *meeiro*, petit emploi salarié en ville).

Contrairement à ce que l'on serait en droit d'attendre, ce ne sont pas exclusivement les colons du groupe IV, ou bien ceux qui ont un rythme d'accumulation lent ou faible, qui ont vendu leur lot. Environ la moitié sont des colons « performants ». Il y a à cela plusieurs explications.

Certains colons, classés en 1980 dans les groupes « moyen » ou « rapide », ont connu une brusque interruption de leur rythme. Cela peut être observé en comparant l'état du lot en 1980 avec ce que le

nouveau propriétaire dit y avoir trouvé lors de son arrivée. Le départ d'enfants de sexe masculin, arrivés à l'âge adulte, et la nécessité de rétribuer le travail qu'ils ont fourni en faveur de la famille (ce qui se fait en général sous forme de bétail, quand c'est possible); une importante quantité de pâturages dégradés (sols appauvris, érodés ou envahis par un recrû naturel dense) et l'impossibilité de payer suffisamment de main-d'œuvre pour les réhabiliter; des soins insuffisants apportés à une plantation de café ou de cacao durant une période de prix peu rémunérateurs, ce qui entraîne de plus grands frais par la suite, lorsque le revenu est justement amoindri, sont quelques-uns des blocages auxquels de nombreuses exploitations apparemment dynamiques se trouvent souvent confrontées.

En outre, les colons dynamiques sont plus enclins à courir des risques afin d'accroître plus rapidement leurs revenus; ils peuvent alors contracter des emprunts que des circonstances défavorables les empêcheront de rembourser.

Dans certains cas, il s'agit d'obtenir un terrain, peut-être moins mis en valeur, mais plus prometteur. Ainsi, un producteur désireux de commencer une plantation de cacaoyer recherchera un lot au sol adéquat si le sien ne convient pas. Mais surtout, les colons « dynamiques » recourent plus à la stratégie de vente-rachat à finalité économique stricte que les colons les plus démunis. Chez ces derniers, les ventes déclenchées par un endettement (en général pour cause de maladie) prédominent. Sans ressources disponibles pour payer de la main-d'œuvre extérieure, ils dépendent étroitement de leur propre main-d'œuvre familiale ainsi que du travail rémunéré qu'ils effectuent sur les lots des colons plus aisés (ce qui a pour effet de diminuer le temps de travail consacré à leur lot et, par conséquent, de porter atteinte à leur capacité d'accumulation future). Chez ces colons, la relation entre la main-d'œuvre familiale disponible et le rythme d'accumulation est encore plus nette que pour l'ensemble des colons (de 1,58 actifs masculins de plus de 14 ans par famille, pour la catégorie « lente », à 4,14 pour la catégorie « rapide »).

D'une façon générale, la décision de vendre dépend de nombreux facteurs. De plus en plus de colons perçoivent que celui qui n'a pas d'épargne est soumis aux aléas climatiques ou de santé, ainsi qu'aux bas prix et aux prêts usuraires des commerçants, toutes choses qui représentent un risque pour sa propriété. En outre, l'augmentation de la valeur de la terre, plus rapide que la croissance du revenu de l'exploitation, représente une tentation permanente. Il arrive un moment où le producteur décide de tenter une nouvelle expérience, soit à la faveur d'un événement externe (endettement ou, au contraire, rentrée d'argent inattendue), soit sous la pression des enfants devenus adultes. La question est de savoir si ces transactions ont un effet

positif et si elles se situent sur une trajectoire réellement ascendante. Bien sûr, nous avons rencontré dans d'autres régions des colons pour lesquels l'opération s'est soldée par un échec; nous avons cependant l'impression que le bilan est le plus souvent positif, en particulier au vu des résultats observés au sein de notre échantillon. Qui plus est, le phénomène semble bien connu de la plupart des colons, ce qui n'est sans doute pas sans effet sur le volume des ventes de terre. Il est également en accord avec les observations qui montrent que les colons qui rachètent un lot déboisent en moyenne deux fois plus vite que les occupants originels (FEARNSIDE, 1985 : 70-90).

Les modifications de la structure foncière

Le schéma initial qui associe une famille et un lot s'est peu à peu transformé et s'est adapté à la complexité des relations familiales et socio-économiques réelles. Il y a eu morcellement et concentration de lots, mais aussi multiplication des noyaux familiaux sur un même lot (fils, gendres, frères, etc.) qui entretiennent des relations très variées de travail et de partage du produit; augmentation du nombre d'agregados et de meeiros; locations de pâturages; bétail, lait et porcs « à moitié »; entraides diverses, etc.

D'une façon ou d'une autre, la moitié des lots ont subi une modification de leur structure originelle.

Le morcellement des lots

La vente d'une partie du lot (en général entre 5 et 50 ha) répond globalement aux mêmes besoins et aux mêmes stratégies que la vente du lot. On constate cependant une augmentation des objectifs de consommation immédiate (amélioration de l'habitat, achat d'un véhicule, etc.) aux côtés des investissements de type agricole. Formule plus souple que le « tout ou rien » de la vente de la totalité du lot, elle répond à de nombreux objectifs. La vente d'une partie du foncier, unique capital disponible dans la plupart des cas, est une stratégie qui permet non seulement d'éviter l'échec, mais aussi, dans un nombre significatif de cas, d'élargir la base de production et d'entamer un processus d'accumulation. Ceux qui y ont recours s'engagent souvent sur le chemin de l'intensification (toute relative il est vrai).

La concentration de la terre

Les phénomènes de concentration foncière sont de deux types : les achats effectués par des colons de l'échantillon à l'intérieur ou à l'extérieur de celui-ci, et les achats par des colons ou des commerçants

qui ne résident pas sur un des lots de l'échantillon. Les non-résidents, sans exception, achètent des lots entiers, alors que les résidents achètent aussi bien des lots que des portions de lots, avec une prédilection pour les terres mitoyennes ou très proches. Notons cependant que les nouveaux arrivés (depuis 1980) achètent plus volontiers des lots entiers, ce qui dénote la possession d'un capital plus important (souvent constitué en partie ailleurs). Les colons plus anciens, en particulier ceux qui ont reçu leur lot de l'Incra, effectuent en général des achats fonciers de dimensions plus modestes.

Dans la majorité des cas, l'accroissement de superficie visait exclusivement l'extension de l'élevage. C'est d'ailleurs dans les zones du projet où les sols sont les plus mauvais que le processus de concentration foncière est le plus intense et que l'élevage est devenu la principale activité des colons. La terre y est peu valorisée et sa concentration entre les mains des colons-éleveurs n'en est que plus facile. En revanche, sa vente, peu intéressante ne met pas le colon démuné en position favorable pour tenter sa chance ailleurs. C'est là un des inconvénients de la colonisation des terres peu fertiles (sans même parler de la dégradation des sols).

Les nouveaux colons

Le profil moyen du colon installé entre 1982 et 1987 est cette fois quelque peu différent. Les migrations directes dominent (absence d'étapes migratoires intermédiaires) et tous les colons enquêtés ont répondu avoir possédé de la terre avant d'arriver en Rondônia, sauf quelques-uns qui travaillaient pour leur père propriétaire et qui ont « reçu leur part » afin de pouvoir acheter un lot. La moitié possédait à la fois de la terre et du bétail ; certains ont pu garder une partie du cheptel qu'ils ont acheminé par camion. Là encore, les superficies vendues au lieu d'origine (ou de provenance) sont en général faibles, mais la différence de valeur à l'hectare peut atteindre un facteur de 1 à 7 si on compare une terre de bonne qualité du Paraná ou de l'Espirito Santo et un lot encore peu mis en valeur du projet. Néanmoins, les progrès de la mise en valeur, la forte demande de terre et le développement des infrastructures ont contribué à faire monter les prix des lots au point de rendre impossible leur achat par des paysans sans capital foncier monnayable.

La dimension moyenne de la famille (8,59) est inférieure à celle de l'échantillon dans son ensemble et même légèrement inférieure à celle qui avait été observée en 1980. Cela est dû principalement à la relative jeunesse des nouveaux arrivants. Si nous devons les classer suivant les critères adoptés en 1980, ces nouveaux colons seraient tous situés dans les catégories « moyen » ou « rapide ». Leur fragilité

éventuelle est encore réduite du fait que les lots achetés possédaient déjà pour la plupart un certain potentiel productif installé.

Les progrès de la mise en valeur

Entre 1980 et 1987, la population des lots a augmenté de 35 %. Ceci est dû principalement à l'augmentation du nombre d'agregados (70 %). Cette croissance de la population a entraîné une augmentation de la densité démographique qui passe de 11 à 17,5 hab.km². Certains lots consacrés à l'élevage ont une population nettement inférieure à la moyenne, alors que d'autres, qui portent de grandes surfaces de caféiers et de cacaoyers, la dépassent largement. L'effet « désertificateur » de l'élevage ne se fait pas encore trop sentir pour deux raisons : les surfaces en jeu sont encore trop faibles et la concentration foncière demeure limitée ; de plus, cet élevage reste essentiellement de type familial et ce sont encore les familles qui représentent l'essentiel du poids démographique.

Malgré cette augmentation de population, les surfaces consacrées aux cultures vivrières sont en régression à cause des prix peu incitatifs (elles sont de plus en plus laissées aux agregados). Les quantités de produits vivriers vendues passent par un maximum durant les années qui suivent l'arrivée du colon, car elles constituent sa unique source de revenu. Elles diminuent ensuite, se stabilisent ou fluctuent en fonction des prix et des besoins de formation de pâturages.

La jachère est le type d'occupation du sol qui a le plus augmenté (117,5 %). Elle est à la fois l'expression du besoin d'un défrichement annuel pour la production vivrière, et la preuve que les colons n'ont pas les moyens de créer au même rythme des plantations et des pâturages. Ces jachères sont de plus en plus fréquemment réutilisées pour la production de cultures annuelles ; cela n'était pas possible durant les premières années du projet car les jachères n'avaient pas eu le temps d'atteindre une biomasse suffisante pour rendre leur utilisation intéressante en termes d'éléments fertilisants disponibles. Néanmoins, les progrès continus des surfaces consacrées à l'élevage entraînent inexorablement leur conversion en pâturage et ne permettent pas le bouclage d'un système vivrier cyclique qui permettrait d'épargner ce qui reste de forêt.

Le phénomène le plus significatif est la croissance du cheptel bovin. Alors que la surface en pâturages a été multipliée par 2 en sept ans, le nombre de têtes de bétail, quant à lui, a été multiplié par 5. En 1980, seulement 53 % des colons de l'échantillon possédaient du bétail, ils sont 94 % en 1987. Le nombre moyen de têtes de bétail par colon était de 16,5, il est de 50,4, sept ans plus tard. Interprété

en termes d'épargne, d'assurance et de capital mobile (ce qui est le cas pour la majorité des colons), ce cheptel devrait conférer aux familles une certaine stabilité. Sa répartition est suffisamment progressive pour évoquer une dynamique de croissance continue du cheptel, même si les rythmes peuvent différer grandement. En 1987, environ 18% des familles ont plus de 100 têtes de bétail; 21 % en ont de 50 à 99; 25 %, de 25 à 49; 23 %, de 10 à 24; 13 % en ont moins de 10.

Quel est l'avenir de cet élevage ? Ceux qui possèdent plus de 100 têtes de bétail sont clairement devenus des éleveurs, même si, à l'origine, certains d'entre eux faisaient partie du groupe IV. Leur cheptel peut s'accroître de 25 % par an, aussi doit-on se demander s'ils vendront cet excédent pour entrer dans la consommation courante, ou bien s'ils chercheront à obtenir toujours plus de terres afin de continuer leur expansion horizontale (13). Cette seconde stratégie semble actuellement dominer, poussée par la croissance démographique familiale et par l'arrivée des enfants à l'âge adulte. Ces derniers réclament en effet leur part du capital, en échange du travail fourni, et ils achètent de la terre grâce à la vente de tout ou partie de leur bétail. C'est ainsi que de nombreux fils de colons de notre échantillon ont obtenu de la terre en Rondônia, voire en Roraima, depuis 1980. Cette multiplication des unités d'élevage extensif est préoccupante pour la forêt restante, et semble aller à l'encontre des dynamiques d'intensification souhaitables.

CONCLUSIONS

Si l'État d'origine ne détermine en aucun cas les performances des migrants, en revanche l'histoire migratoire, et « l'expérience de vie » exercent une influence indéniable. Tous les colons de l'échantillon ont eu un père propriétaire d'un lopin de terre (ce qui semble sans importance du point de vue des résultats économiques, mais qui contribue très certainement à la formation du « projet de vie »), ou bien ils ont été immergés dans un milieu de petits paysans propriétaires durant leur parcours migratoire. C'est sans doute là l'origine de leur absence totale d'ambiguïté quant au rôle de la terre; ils viennent en Rondônia pour accéder à la propriété ou pour acquérir une surface

- (13) Lors d'une enquête que nous avons réalisée en 1990, nous avons pu constater que le nombre de paysans qui abandonnaient l'agriculture au profit de l'élevage était en augmentation. La baisse des prix conduisait les colons à arracher leurs cacaoyers et leurs caféiers pour les remplacer par des pâturages. Nous signalions cette possibilité en 1986 (LÉNA, 1986 : 319-344).

plus grande. On peut même noter chez nombre d'entre eux une crainte de la réforme agraire. Il ne s'agit pas seulement de la méconnaissance de la portée réelle d'une éventuelle réforme. C'est bien davantage le signe que par l'accès à la terre, les colons ont acquis d'autres identifications et d'autres objectifs ; leurs représentations de la « frontière » tout comme leurs luttes sont désormais fort différentes de celles des paysans sans terre, journaliers et meeiros.

La présence significative de trajectoires ascendantes, la possibilité d'une accumulation, même laborieuse, sont des faits indéniables. En outre, ailleurs, les colons semblent avoir trouvé, avec l'élevage, la formule qui leur permet d'échapper à la soumission aux réseaux commerciaux et qui leur assurent un minimum de sécurité. Quant à la mobilité sociale, elle est favorisée par la disponibilité en terre et par un gradient de valorisation du sol spatialement progressif, fonction de l'éloignement et de la qualité des infrastructures, mais aussi des chances d'obtenir à brève échéance la régularisation de la situation foncière. Il existe donc toute une couche de population qui cherche, à travers la migration, à trouver le *locus* adapté à ses possibilités financières et techniques, non pour reproduire un mode de vie mais, selon nous, pour tenter de s'intégrer, de renouer avec des trajectoires ascendantes trop difficiles à enclencher dans leur région d'origine. La terre gratuite, l'effet de fondateur, la valorisation du sol, sont autant de facteurs qui permettent l'ascension des plus démunis s'ils acceptent d'en payer le prix et d'en courir les risques. Le raisonnement est le même pour les paysans qui se trouvent à un stade d'accumulation plus avancé, seul le *locus* changera (terres mieux situées, plus proches des services de base, etc.). La densification de l'occupation et la valorisation du sol qui s'ensuit ferment l'accès à la terre pour tous ceux qui ne disposent pas du capital équivalent aux prix pratiqués en un lieu donné. Ces derniers sont donc rejetés à la périphérie, avec l'espoir que celle-ci soit « recentrée » le plus rapidement possible afin d'abréger leurs difficultés (manque d'écoles et de postes de santé, impossibilité de commercialiser la production, etc.). C'est là l'origine de la dynamique spatiale et de l'aspect horizontal de la mobilité sociale.

Une telle ouverture horizontale est, pour un gouvernement, une recette facile pour offrir des moyens de survie aux populations marginalisées : de la terre plutôt qu'une formation et un salaire décent. La situation économique actuelle du Brésil ne permet pas de penser que cette dynamique va cesser dans un proche avenir. Un projet de loi visant la création de la « route des frontières » (qui longerait les frontières nord, de la Guyane française au Pérou) devrait être déposé sous peu, avec le plein accord des pouvoirs militaires. Cette route aurait bien évidemment des finalités stratégiques et serait destinée à accueillir les populations pauvres du pays dans de vastes

colonies agricoles (le modèle de la Transamazonienne resurgit opportunément). La frontière n'est pas encore fermée. Mais la solution au problème social doit-elle obligatoirement passer par la terre ? Et les pressions pour éviter la destruction massive des ressources naturelles seront-elles suffisantes ou assez efficaces pour contrebalancer les dynamiques sociales et économiques engendrées par une structure sociale fortement inégalitaire, ainsi que pour réorienter les objectifs géopolitiques ? C'est sans doute autour de ces questions que se joue en grande partie l'avenir de la petite agriculture amazonienne.

BIBLIOGRAPHIE

- ALBERT (B.), 1991. « Terras indígenas, política ambiental e geopolítica militar no desenvolvimento da Amazônia : A propósito do caso Yanomami » in *Amazônia, a fronteira agrícola 20 anos depois*, LÉNA et OLIVEIRA, org., Belém, MPEG.
- BARBIRA-SCAZZOCHIO (éd.), 1980. *Land, people and planning in contemporary Amazonia*, Cambridge, Cambridge University Press.
- BECKER (B. K.), 1982. *Geopolítica da Amazônia*, Rio de Janeiro, Zahar.
- BECKER (B. K.), 1991. « Gestão do território e territorialidade na Amazônia : A CVRD e os garimpeiros em Carajás » in *Amazônia, a fronteira agrícola 20 anos depois*, LÉNA et OLIVEIRA, org., Belém, MPEG.
- FAULHABER (B. P.), 1991. « Soldados da terra ; territorialização indígena e reversibilidade do saber sobre a fronteira » in *Amazônia, a fronteira agrícola 20 anos depois*, LÉNA et OLIVEIRA, org., Belém, MPEG.
- FEARNSIDE (P. M.), 1985. « Environmental change and deforestation in the Brazilian Amazon » in HEMMING (éd., 1985).
- FOREWAKER (J.), 1982. *A luta pela terra. A economia política da fronteira pioneira no Brasil de 1930 aos dias atuais*, Rio de Janeiro, Zahar.
- GONCALVES DE LIMA (I.), 1991. « Carajás : Processo de emancipação política ou embrião de um processo de regionalização ? » in *Amazônia, a fronteira agrícola 20 anos depois*, LÉNA et OLIVEIRA, org., Belém, MPEG.
- HEBETTE (J.) et ACEVEDO (R.), 1979. *Colonização para quem ?* NAEA, Belém, UFPA.
- HEMMING (éd.), 1985. *Change in the Amazon Basin*, Manchester, Manchester University Press, « The frontier after a decade of colonization », vol. II.
- HOMMA (A. K. O.), 1990. *Será possível a agricultura auto-sustentada na Amazônia ?*, IIº Seminário Internacional de Política Agrícola-DER/UFV, Viçosa, Minas Gerais.
- IANNI (O.), 1979. *Colonização e contra-reforma agrária na Amazônia*, Vozes, Petrópolis.
- LÉNA (P.), 1986. « Aspects de la frontière amazonienne » in *Frontières, mythes et pratiques*, AUBERTIN et LÉNA, org., Cah. Sci. Hum., vol. XXII, (3-4).
- LÉNA (P.), 1991-a. « La difficile émergence d'une petite agriculture amazonienne au Brésil » in *Sahel, Nordeste, Amazonie, politiques d'aménagement en milieu fragile*, Unesco, Paris, l'Harmattan.
- LÉNA (P.), 1991-b. « Notas sobre expansão de fronteiras e desenvolvimento na periferia » in *Amazônia, a fronteira agrícola 20 anos depois*, LÉNA et OLIVEIRA, org., Belém, MPEG.

- LOVISOLO (H. R.), 1984. « Mudança social e diferenciação no campo : reflexões a partir de etnografia » in *Boletim do Museu Nacional*, nº 47, Rio de Janeiro.
- MARTINE (G.), 1980. « Recent colonization experiences in Brazil : expectations versus reality » in *Barbira-Scazzochio* (éd., 1980).
- MARTINS (J. de S.), 1975. *Capitalismo e tradicionalismo*, São Paulo, éd. Livraria de Ciências Humanas.
- MARTINS (J. de S.), 1980. *Expropriação e violência, a questão política no campo*, São Paulo, Hucitec.
- MENEZES (M. L. P.), 1991. « Parque indígena do Xingu : Um estudo das relações entre indigenismo e geopolítica » in *Amazônia, a fronteira agrícola 20 anos depois*, LÉNA et OLIVEIRA, org., Belém, MPEG.
- MIRANDA (E. E. de), 1987. « Pesquisa agropecuária e agricultura brasileira no ano 2000 » in *Os impactos sociais da modernização agrícola*, Martine et Coutinho Garcia, org., São Paulo, Caetes.
- MONTORO (F.) et al., 1989. *A Amazônia e a economia brasileira : a integração econômica, os desafios e as oportunidades de crescimento*, São Paulo, Associação dos Empresários da Amazônia.
- MORAN (E. F.), 1981. *Developping the Amazon*, Blomington, Indiana University Press.
- MOUGEOT (L. J. A.), 1985. « Alternative migration targets and brazilian Amazonia's closing frontier » in HEMMING (éd., 1985 : vol II).
- MOUGEOT (L. J. A.) et ARAGON (L.), 1983. « O despovoamento do território amazônico » in *Cadernos do NAEA*, nº 6, Belém, UFPA.
- SILVA (J. G. da), 1982. *A modernização dolorosa*, Rio de Janeiro, Zahar.
- SMITH (N. J. H.), 1982. *Rainforest corridors; the transamazon colonization scheme*, Berkeley, University of California Press.
- SOUZA LIMA (A. C.), 1991. « Militares, Índios e fronteiras políticas » in *Amazônia, a fronteira agrícola 20 anos depois*, LÉNA et OLIVEIRA, org., Belém, CEJUP.
- VERA (F.) et ALVES (E.), 1985. « Urbanização, desafio a produção agrícola » in *Conjuntura econômica*, 39,(3).
- WAGNER (A.), 1986. « Estrutura fundiária e expansão camponesa » in *A Amazônia em foco*, nº 16, Rio de Janeiro, CNDDA.
- WOOD (C. H.) et SCHMINK (M.), 1979. « Blaming the victim : small farmer production in an Amazon colonization project Studies » in *Third World Societies* nº 7.